

Le revenu universel

Revenu universel



Le revenu universel

L'actualité

L'Institut allemand de recherche économique a annoncé en 2020 le lancement d'une expérimentation sur le revenu universel. La crise liée au Covid-19 relance le débat sur cet outil dont les partisans comme les opposants appartiennent à des courants politiques très divers.

Une expérimentation sur le revenu universel a été lancée la semaine dernière en Allemagne. D'ici novembre, 1 500 personnes doivent être sélectionnées. Il est prévu que 120 d'entre elles reçoivent 1 200 euros par mois sans condition pendant trois ans, les autres ne percevant rien. Ces participants seront régulièrement interrogés sur leur travail, leur état émotionnel et leur vie en général.

Commanditée par l'association Mein Grundeinkommen (mon revenu de base), cette expérimentation est menée par l'Institut allemand de recherche économique (DIW), une institution indépendante financée par des fonds publics. Son objectif est de savoir « **dans quelle mesure un tel flux d'argent affecte les attitudes et le comportement des gens** », selon le chercheur Jürgen Schupp.

En France, plus de 80 personnalités, dont de nombreux responsables politiques, ont [publié en mai dans L'Obs](#) une tribune dans laquelle elles demandent la mise en place d'un revenu universel. En pleine crise liée au Covid-19, elles estiment indispensable « **la mise en place d'un filet de sécurité universel, un socle sur lequel s'appuyer dans une société de l'incertitude** ».

L'éclairage : Concept et origine du revenu universel

Le revenu universel, également appelé revenu de base, consiste en un revenu versé par l'État à chaque citoyen, sans condition de ressources et sans contrepartie telle que la recherche d'un emploi. **Il se différencie ainsi d'un revenu d'assistance tel que le revenu de solidarité active (RSA) en France.** Cependant, certains de ses défenseurs proposent de le verser seulement aux majeurs, d'autres aux actifs. Dans un article publié en 1996, l'économiste britannique Anthony Atkinson souhaite le réserver aux personnes handicapées ou qui participent selon lui au bien-être de la société (travailleurs, militants associatifs, parents au foyer, aidants familiaux) et exclure celles qui consacrent leur vie à du loisir pur. Défendu depuis le XVI^e siècle, le revenu universel n'a jamais été instauré dans un pays, **mais a fait l'objet de plusieurs expérimentations, selon différentes modalités**, dans des villes ou des régions aux États-Unis, au Canada, en Finlande, en Inde ou encore en Namibie.

Une idée défendue par des marxistes et des libéraux

Le revenu universel est défendu par trois courants de pensée, analyse la Fondation Jean-Jaurès, une fondation politique proche du Parti socialiste, dans une note publiée en 2016 [PDF]. Le premier, lié à la pensée marxiste ou écologiste, le conçoit « **comme un instrument de sortie du capitalisme productiviste, voire du salariat** ». Il permettrait de développer des activités non rémunérées, mais utiles socialement comme l'engagement associatif. Le second, proche du courant social-démocrate, le perçoit « **comme une adaptation de la protection sociale aux « nouvelles formes de travail** » et un moyen de faire face à l'accroissement du nombre de travailleurs pauvres. Le troisième, proche de la pensée libérale ou libertarienne, estime qu'il pourrait se substituer aux autres prestations sociales et en simplifier la gestion. En couvrant les besoins minimaux de chaque individu, **il permettrait de lutter contre la pauvreté sans remettre en cause le capitalisme.**

456 euros : le niveau de revenu universel estimé pour la France

En 2017, l'OCDE, qui réunit 37 pays parmi les plus développés du monde, estimait que le revenu universel **devrait s'élever à 456 euros en France pour qu'il n'entraîne pas de dépenses publiques supplémentaires**, à condition de supprimer les prestations sociales existantes, hors pensions de retraite. Certains défenseurs français du revenu universel proposent des montants très variés, de 450 euros pour l'économiste Marc de Basquiat jusqu'à un montant correspondant au seuil de pauvreté, soit environ 1 000 euros, pour l'enseignant en économie Baptiste Mylondo.

Un outil de protection

Pour l'économiste français Daniel Cohen, le revenu universel constituerait **un filet de protection contre les évolutions de l'activité économique**, en particulier le développement de l'ubérisation du travail et de la robotisation. L'économiste belge Philippe Van Parijs estime que le revenu universel modifierait le dialogue social : bénéficiant d'un revenu complémentaire, les salariés pourraient plus facilement refuser de se voir imposer des conditions défavorables et mieux négocier leur contrat de travail. À l'inverse, l'économiste français Jean-Marie Harribey, ancien coprésident de l'organisation altermondialiste Attac, estime dans un ouvrage publié en 2016 [PDF] qu'un revenu universel **inciterait les entreprises à en déduire le montant des salaires** et qu'il pourrait même, « à terme, mener à la disparition du salaire minimum » en le rendant inutile.

Les effets sur le travail

Certains opposants au revenu universel évoquent **un possible effet désincitatif sur le travail**. L'économiste français Guillaume Allègre souligne qu'avec l'instauration d'un revenu de base suffisant, « les personnes les moins attachées au marché du travail », telles que « les jeunes, les personnes peu qualifiées, les femmes avec enfant », passeraient « à temps partiel, voire s'arrêteraient de travailler ». Les expérimentations passées, en particulier celle menée au Canada dans les années 1970, montrent effectivement une baisse du temps de travail, mais limitée. Pour certains des défenseurs du revenu universel, cet effet est justement recherché. Dans un ouvrage publié en 2010, Baptiste Mylondo écrit que cet outil peut agir « **comme une prime à la réduction du temps de travail susceptible en fin de compte d'impulser un réel partage de l'emploi** ».

Le financement

Dans un rapport publié en 2016 [PDF], des sénateurs estiment que « quel que soit le montant » du revenu universel, « **sa création impliquerait une refonte d'ampleur du système de protection sociale, mais également du système fiscal** ». Il pourrait être financé, selon les scénarios, par la réallocation de tout ou partie des prestations sociales, par l'instauration de prélèvements obligatoires supplémentaires ou la suppression de certaines exonérations fiscales. Certains, comme le Mouvement français pour un revenu de base, une association, proposent d'instaurer une taxe sur les transactions financières.

Pour aller plus loin

LONG FORMAT

La Tribune consacre un long format au revenu universel. Le média **présente quelques-uns de ses défenseurs les plus célèbres**, une carte des expérimentations menées dans le monde ainsi que plusieurs vidéos réalisées par le Mouvement français pour un revenu de base, en particulier sur le financement de ce revenu.

→ Lire le dossier.

IMPACT DU CORONAVIRUS

Dans le site The Conversation, un média publiant des articles d'universitaires, le professeur en gestion des ressources humaines Mark Smith Dean et la doctorante Genevieve Shanahan expliquent **pourquoi la crise du coronavirus relance le débat sur l'instauration d'un revenu universel**.

→ Lire l'article.

Source : <https://www.brief.eco/> Source : <https://www.brief.eco/>